

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

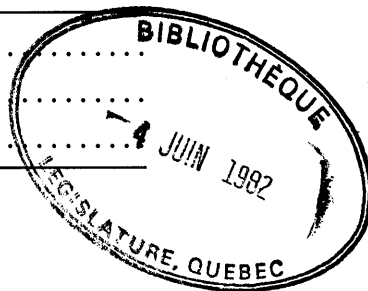
## Projet de loi n° 74

Loi modifiant diverses lois fiscales

---

Première lecture .....	
Deuxième lecture .....	
Troisième lecture .....	

---



PRÉSENTÉ

Par M. RAYNALD FRÉCHETTE

Ministre du Revenu

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet de modifier plusieurs lois fiscales. Les modifications sont surtout de nature technique et visent à faciliter l'administration des lois concernées.*

*Ainsi, ce projet de loi modifie la Loi sur les droits successoraux afin de prévoir que le transfert, en raison d'un décès, de certains biens prescrits par règlement est valide ou donne lieu à un titre valide sans qu'il soit nécessaire que le ministre du Revenu délivre un permis de disposer.*

*Ce projet modifie également la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail afin, d'une part, d'exempter de l'impôt prévu par cette loi la vente de sucre et de tire d'érable ainsi que la vente de lingots d'or ou d'argent à des fins exclusives de spéculation et, d'autre part, de restreindre aux seuls détaillants l'obligation d'être titulaire d'un certificat d'enregistrement pour pouvoir intenter ou continuer, au Québec, une poursuite en recouvrement d'une créance.*

*Il modifie en outre la Loi sur les impôts afin de prévoir qu'un député ou un sénateur du Canada est réputé avoir résidé au Québec pendant toute une année d'imposition s'il y résidait avant son élection ou sa nomination, de permettre au ministre de fixer le montant des tranches de la table spéciale servant à déterminer l'impôt à payer par un particulier dont le revenu imposable pour une année d'imposition ne dépasse pas 24 000 \$, de fixer la date à laquelle débute le calcul de l'intérêt payable à un contribuable sur le remboursement d'un montant payé en trop au ministre ou affecté à une autre de ses obligations et enfin de permettre à un contribuable qui a signifié un avis d'opposition, d'interjeter appel auprès de la Cour provinciale siégeant soit pour le district dans lequel il réside, soit pour le district de Montréal.*

*De plus, ce projet de loi modifie la Loi sur le ministère du Revenu. Les modifications proposées à cette loi sont d'ordre technique et visent à faciliter l'administration des lois fiscales. Il prévoit également que le ministre du Revenu peut s'opposer, pour raisons graves, à ce qu'un emploi au sein du ministère soit comblé par une personne dont l'intégrité ou l'honnêteté laisserait à désirer, qu'il*

*peut déterminer, par arrêté ministériel, le taux d'intérêt applicable à une créance du gouvernement exigible en vertu d'une loi fiscale et que tout intérêt sur un montant dû en vertu d'une loi fiscale ou sur un remboursement par suite de l'application d'une telle loi se capitalise quotidiennement.*

*D'autre part, ce projet modifie la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie afin d'exempter de la taxe prévue par cette loi, le sucre et la tire d'érable vendus dans un établissement pour consommation à l'extérieur et afin de prévoir que toute personne qui tient un établissement au sens de cette loi peut, dans certaines circonstances, être requise de fournir un cautionnement au montant que le ministre détermine. Ce montant ne peut toutefois, dans le cas d'une demande de certificat, excéder 10 000 \$.*

*Enfin, il modifie certaines lois fiscales afin de les harmoniser avec la Loi sur le ministère du Revenu, relativement à la procédure d'injonction visant à la fermeture d'un établissement utilisé en contravention à une loi fiscale.*

#### **LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET**

1° la Loi sur les droits successoraux (L.R.Q., chapitre D-13.2);

2° la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1);

3° la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2);

4° la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3);

5° la Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3);

5° la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31);

7° la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1);

8° la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre T-3).

*Art. 1. La modification proposée a pour but de prévoir que le transfert, en raison d'un décès, de biens qui sont déterminés par règlement ne requiert plus, pour être valide ou donner lieu à un titre valide, la délivrance par le ministre du Revenu d'un permis de disposer.*

*Art. 2. La modification proposée est de concordance avec celle que prévoit l'article 1 du présent projet de loi.*

*Art. 3. La modification proposée vise à obliger une personne qui transfère un bien prescrit par règlement à transmettre au ministre du Revenu une déclaration à cet effet, et est de concordance avec celle que prévoit l'article 2 du présent projet de loi.*

## Projet de loi n<sup>o</sup> 74

### Loi modifiant diverses lois fiscales

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 55 de la Loi sur les droits successoraux (L.R.Q., chapitre D-13.2) est remplacé par le suivant:

«**55.** Nul transfert d'un bien transmis ou réputé transmis en raison du décès d'une personne, à l'exception d'un bien prescrit par règlement, ne peut être valide ou donner lieu à un titre valide à l'égard de ce bien tant que le ministre n'a pas délivré un permis de disposer.

Le ministre délivre ce permis lorsque les droits payables relativement à ce bien ont été payés ou font l'objet de garanties qu'il juge suffisantes, ou lorsqu'aucun droit n'est exigible. ».

**2.** Les articles 57 et 58 de cette loi sont abrogés.

**3.** L'article 59 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**59.** Toute personne qui transfère, de quelque façon que ce soit, un bien prescrit visé dans l'article 55 ou, si ce bien est une valeur mobilière, en fait l'enregistrement dans les livres d'une corporation, doit produire au ministre, en double exemplaire, dans les 10 premiers jours du mois suivant ce transfert ou cet enregistrement, une déclaration en la forme prescrite par le ministre contenant les renseignements requis.

Toutefois, lorsque la personne qui effectue ce transfert ou cet enregistrement est une corporation, fiducie ou société visée dans l'article 53, la déclaration prévue par le premier alinéa remplace celle qui est exigée en vertu de cet article 53 dans la mesure où elle vise les mêmes biens. ».

*Art. 4. La modification proposée précise le pouvoir du gouvernement de faire des règlements pour déterminer quels sont les biens dont le transfert ne requiert pas la délivrance d'un permis de disposer et est de concordance avec celle que prévoit l'article 1 du présent projet de loi.*

*Art. 5. La modification proposée corrige une erreur commise lors de la mise à jour au 1<sup>er</sup> novembre 1980 des Lois refondues du Québec.*

*Art. 6 La modification proposée, d'une part, exonère de l'impôt prévu par la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail les ventes, aux seules fins de spéculation, de lingots d'or ou d'argent et, d'autre part, est de concordance avec celle que prévoit l'article 7 du présent projet de loi.*

*Art. 7. La modification proposée a pour but d'exonérer de l'impôt prévu par la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, les ventes de sucre et de tire d'érable et ce, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1982.*

**4.** L'article 67 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) pour prescrire les biens dont le transfert, pour être valide, ne requiert pas la délivrance, par le ministre, d'un permis de disposer;».

**5. 1.** L'article 2 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1), modifié par l'article 24 du chapitre 12 des lois de 1981 et l'article 1 du chapitre 4 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 13° par le suivant:

« «détaillant» comprend aussi une personne qui, agissant comme représentant d'une maison d'affaires en dehors du Québec, sollicite, reçoit ou accepte de personnes résidant ordinairement au Québec ou y faisant affaires, des commandes de biens mobiliers pour livraison au Québec, aux fins d'usage et de consommation au Québec par elles-mêmes, lorsque la maison d'affaires qu'il représente n'est pas enregistrée comme détaillant au Québec;».

2. Le présent article a effet depuis le 1<sup>er</sup> avril 1982.

**6.** L'article 17 de cette loi, modifié par l'article 25 du chapitre 12 des lois de 1981 et l'article 3 du chapitre 4 des lois de 1982, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement des paragraphes *a* et *b* par les suivants:

«*a*) à la vente d'obligations, d'actions de corporations, de valeurs mobilières, de monnaies ou d'autres titres semblables;

«*b*) à la vente de lingots d'or ou d'argent à des fins exclusives de spéculation;»; et

2° par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

«*g*) à la vente de vitamines, de tisanes et de substances végétales servant à les préparer, de denrées alimentaires et de cidre ainsi qu'aux ventes de bière faites dans une taverne;».

**7. 1.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 18, du suivant:

«**18.1** Aux fins du paragraphe *g* de l'article 17, l'impôt prévu par la présente loi s'applique aux ventes de friandises, sauf les ventes de sucre et de tire d'érable, ainsi qu'aux ventes d'alcool, de bière faites ailleurs que dans une taverne, d'eaux gazeifiées additionnées d'une essence ou d'un sirop, de spiritueux ou de vin, dont le prix n'est pas imposé en vertu de la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre T-3).».

2. Le présent article a effet depuis le 1<sup>er</sup> mars 1982.

Art. 8. *La modification proposée est de concordance avec celle que prévoit l'article 27 du présent projet de loi.*

Art. 9. *La modification proposée vise à restreindre aux seuls détaillants, au sens de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, l'obligation d'être titulaire d'un certificat d'enregistrement pour pouvoir intenter ou continuer au Québec une poursuite en recouvrement de créances.*

Art. 10. *La modification proposée est de concordance avec celle que prévoit l'article 27 du présent projet de loi.*

Art. 11. *La modification proposée ajoute à la liste des personnes qui, aux fins de la Loi sur les impôts, sont réputées avoir résidé au Québec pendant toute une année d'imposition, un député ou un sénateur du Canada s'il résidait au Québec avant son élection ou sa nomination.*

Art. 12. *La modification proposée a pour but de permettre au ministre de fixer le montant des tranches de la table spéciale servant à déterminer l'impôt à payer par un particulier dont le revenu imposable pour une année d'imposition ne dépasse pas 24 000 \$.*

Art. 13. *La modification proposée précise le moment à partir duquel certains délais commencent à courir à l'égard d'une cotisation remplacée par une nouvelle cotisation lorsque cette dernière est annulée par un tribunal.*

Art. 14. *La modification proposée a pour but de fixer la date à laquelle débute le calcul de l'intérêt payable sur un remboursement dû à un contribuable ou affecté à une autre de ses obligations envers le ministre.*



**8.** L'article 27 de cette loi est abrogé.

**9.** L'article 29 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**29.** Un détaillant ne peut intenter ou continuer au Québec une poursuite en recouvrement d'une créance découlant de la vente ou de la livraison d'un bien à une personne qui y réside ou y fait affaires, s'il n'est titulaire d'un certificat d'enregistrement délivré en vertu de la présente loi.».

**10.** La section v de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2), comprenant l'article 16, est abrogée.

**11.** L'article 8 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) est modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant:

«c) il était un ambassadeur, un député, un fonctionnaire, un haut commissaire, un ministre, un préposé ou un sénateur du Canada, ou un agent général, un fonctionnaire ou un préposé d'une province, et résidait au Québec immédiatement avant son élection, son emploi ou sa nomination par le Canada ou la province ou recevait des frais de représentation pour cette année;».

**12.** L'article 751 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe a par le suivant:

«a) la table doit être divisée par tranches d'un montant que le ministre détermine et spécifier l'impôt à payer sur le revenu imposable compris dans chaque tranche; et».

**13. 1.** L'article 1014 de cette loi, modifié par l'article 182 du chapitre 5 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Toutefois, lorsqu'un tribunal annule une cotisation pour le motif qu'elle est émise plus de 4 ans après le dépôt à la poste d'un avis de première cotisation, la cotisation que remplaçait celle ainsi annulée demeure valide et tenante mais tout délai prévu par une loi fiscale et applicable à son égard ne commence à courir qu'à compter de la date du jugement annulant la dernière cotisation.».

2. Le présent article a effet depuis le 18 mars 1982.

**14. 1.** L'article 1052 de cette loi, modifié par l'article 13 du chapitre 12 des lois de 1981, est remplacé par le suivant:

«**1052.** Lorsqu'un montant payé en trop par un contribuable lui est remboursé ou est affecté à une autre de ses obligations, un

Art. 15. *La modification proposée prévoit qu'un contribuable pourra s'opposer à une cotisation émise suite à une renonciation si celle-ci a été faite dans les 4 ans suivant le dépôt à la poste d'un avis de première cotisation ou d'une notification portant qu'aucun impôt n'est payable.*

Art. 16. *La modification proposée a pour but de permettre qu'un contribuable qui a signifié un avis d'opposition puisse interjeter appel auprès de la Cour provinciale siégeant soit pour le district dans lequel il réside, soit pour le district de Montréal.*

Art. 17. *La modification proposée prévoit qu'un contribuable pourra en appeler d'une cotisation émise suite à une renonciation si celle-ci a été faite dans les 4 ans suivant le dépôt à la poste d'un avis de première cotisation ou d'une notification portant qu'aucun impôt n'est payable.*

intérêt au taux fixé conformément à l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu lui est payé sur cet excédent pour la période se terminant le jour de ce remboursement ou de cette affectation et commençant à la plus tardive des dates suivantes:

*a)* le jour où l'excédent de l'impôt a été payé suite à un avis de cotisation;

*b)* le soixante et unième jour qui suit celui où l'excédent a été payé autrement que suite à un avis de cotisation;

*c)* le soixante et unième jour qui suit celui auquel ou avant lequel la déclaration fiscale qui a fait l'objet du paiement d'impôt devait être produite; ou

*d)* le soixante et unième jour qui suit celui où le contribuable a produit cette déclaration.».

2. Le présent article a effet depuis le 1<sup>er</sup> avril 1982.

**15. 1.** L'article 1060 de cette loi, remplacé par l'article 191 du chapitre 5 des lois de 1982, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**1060.** L'article 1057 ne s'applique pas à la nouvelle cotisation visée dans l'article 1059 ni à une cotisation émise suite à une renonciation visée dans le sous-paragraphe ii du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 1010, sauf si cette renonciation a été faite dans les 4 ans à compter du jour du dépôt à la poste de l'avis de première cotisation ou de la notification portant qu'aucun impôt n'est payable.».

2. Le présent article a effet depuis le 18 mars 1982.

**16.** L'article 1066 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«**1066.** Lorsqu'un contribuable a signifié un avis d'opposition prévu par l'article 1057, il peut interjeter appel auprès de la Cour provinciale siégeant soit pour le district où il réside soit pour le district de Montréal, pour faire annuler ou modifier la cotisation».

**17. 1.** L'article 1066.1 de cette loi, édicté par l'article 192 du chapitre 5 des lois de 1982, est remplacé par le suivant:

«**1066.1** Nul appel prévu par l'article 1066 ne peut être interjeté à l'égard d'une cotisation émise par le ministre suite à une renonciation visée dans le sous-paragraphe ii du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 1010, sauf si cette renonciation a été faite dans les 4 ans à compter du jour du dépôt à la poste de l'avis de première cotisation ou de la notification portant qu'aucun impôt n'est payable.».

*Art.18. La modification proposée est de concordance avec celle que prévoit l'article 27 du présent projet de loi.*

*Art. 19. La modification proposée vise à protéger la confidentialité des renseignements que possède le ministère du Revenu, en donnant au ministre du Revenu le pouvoir de s'opposer à ce qu'un emploi, au sein du ministère, soit comblé par une personne dont l'intégrité ou l'honnêteté laisserait à désirer. Appel peut être interjeté, dans certains cas, de la décision du ministre.*

*Art. 20. La modification proposée prévoit qu'un avis de cotisation, pour être valide, ne requiert plus la signature du sous-ministre du Revenu s'il porte la mention du titre de fonction de ce dernier.*

*Art. 21. La modification proposée prévoit d'une part, qu'un avis de saisie en main tierce peut être transmis par poste certifiée et, d'autre part, qu'un tel avis peut être envoyé à une institution bancaire ou financière qui doit payer à un débiteur fiscal ou en son nom un montant pour lequel ce débiteur a fourni une garantie à l'institution.*

2. Le présent article a effet depuis le 18 mars 1982.

**18.** L'article 38 de la Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3) est abrogé.

**19.** L'article 5 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est modifié par l'addition des alinéas suivants:

«Toutefois, malgré toute disposition inconciliable d'une loi, d'un règlement, d'une convention collective au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) ou d'une sentence arbitrale qui en tient lieu, le ministre peut s'opposer à ce qu'un emploi de son ministère soit comblé par une personne qui, au cours des 5 années précédentes, a été reconnue coupable ou s'est avouée coupable d'une infraction à une loi fiscale au Canada, au Code criminel, à la Loi sur les stupéfiants ou à la Loi sur les aliments et drogues (Statuts du Canada), dans la mesure où cette infraction est incompatible avec l'emploi à combler, à moins qu'elle n'en ait obtenu pardon.

Le ministre transmet sa décision motivée à la personne concernée ainsi qu'à l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique, si un concours a été tenu.

Sauf si l'emploi à combler est d'un caractère occasionnel, la personne concernée qui s'estime lésée par la décision du ministre peut, dans les 30 jours de l'expédition de la décision, en appeler à la Commission de la fonction publique qui entend l'appel et en décide à moins qu'une convention collective ou une sentence arbitrale qui en tient lieu n'ait donné juridiction en cette matière à une autre personne, conformément à l'article 116 de la Loi sur la fonction publique.».

**20.** L'article 7 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**7.** Sous réserve du quatrième alinéa, nul acte, document ou écrit n'engage le ministère ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou par un fonctionnaire autorisé par règlement.»; et

2° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Un avis de cotisation ou un avis attestant qu'aucun droit n'est payable, établi en vertu d'une loi fiscale et ne portant aucune signature, est valide, engage le ministère et est attribuable au ministre de la même façon que s'il était signé par lui, s'il porte la mention du titre de fonction du sous-ministre.».

**21.** L'article 15 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**15.** Sous réserve des dispositions du Code de procédure civile relatives à l'insaisissabilité, lorsqu'une personne tenue de

*Art. 22. La modification proposée prévoit que le ministre peut rembourser un montant qu'une personne aurait payé indûment en vertu d'une loi fiscale si cette personne lui en fait la demande par écrit, transmise par poste recommandée ou certifiée, dans les 4 ans à compter de la date du paiement et que son refus de rembourser ce montant ou de donner suite dans les 180 jours de la demande donne ouverture à l'appel en Cour provinciale.*

faire un paiement en vertu d'une loi fiscale est créancière d'une autre personne ou qu'elle est sur le point de le devenir, le ministre peut, par avis signifié au débiteur ou transmis à ce dernier par poste recommandée ou certifiée, exiger de celui-ci qu'il verse au ministre, à l'acquit de son créancier, la totalité ou une partie du montant qu'il doit ou qu'il aura à payer à ce dernier, et ce, au moment où ce montant devient payable à son créancier.

Lorsqu'une personne tenue de faire un paiement en vertu d'une loi fiscale est débitrice d'une institution bancaire ou financière, ou est sur le point de le devenir, qu'elle a fourni une garantie à l'égard de sa dette et que l'institution n'a pas encore acquitté sa contrepartie à cette dette, le ministre peut, de la manière prévue par le premier alinéa, exiger que cette institution lui verse, à l'acquit de son débiteur, la totalité ou une partie du montant de cette contrepartie.

Le reçu que le ministre remet à la personne qui a effectué un versement prévu par les premier et deuxième alinéas constitue une quittance de son obligation jusqu'à concurrence du montant versé.

Toute personne qui, malgré l'avis transmis par le ministre, tel que prévu par les premier et deuxième alinéas, s'acquitte de sa dette ou de sa contrepartie, est tenue de payer au ministre un montant égal à l'obligation acquittée jusqu'à concurrence des sommes exigibles en vertu d'une loi fiscale.

Les articles 1041, 1044 et 1051 à 1056 de la Loi sur les impôts s'appliquent, en les adaptant, aux montants payables au ministre en vertu des premier, deuxième et quatrième alinéas et les articles 1005 à 1014, 1057 à 1062 et 1066 à 1079 de cette loi s'appliquent, en les adaptant, aux montants payables au ministre en vertu du quatrième alinéa.

Lorsque le ministre désire transmettre à une personne un avis aux termes du présent article et qu'il s'agit d'une personne faisant affaires sous une raison sociale ou en société avec d'autres, l'avis est réputé avoir été donné à cette personne s'il a été adressé au nom de la raison sociale ou de la société dont il s'agit et il est réputé avoir été signifié à cette personne s'il a été remis à toute personne majeure employée au siège d'affaires du destinataire ou transmis à ce dernier par poste recommandée ou certifiée.».

**22.** L'article 21 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**21.** Lorsqu'une personne a payé un montant au ministre en vertu d'une loi fiscale autre que la Loi sur les impôts ou lorsqu'un montant déduit, retenu ou perçu aux termes d'une loi fiscale autre que la Loi sur les impôts a été remis au ministre pour le compte d'une personne et qu'aucun montant ne pouvait être exigé d'elle en vertu d'une telle loi ou que ce montant excède les droits qu'elle était tenue de payer, le ministre doit, si cette personne n'a jamais été

*Art. 23. La modification proposée a pour but de permettre au ministre de fixer par arrêté ministériel le taux d'intérêt applicable aux créances du gouvernement exigibles en vertu d'une loi fiscale. Elle prévoit également que tout intérêt sur un montant dû en vertu d'une loi fiscale ou sur un remboursement par suite de l'application d'une telle loi se capitalise quotidiennement.*

*Art. 24. La modification proposée a pour but de fixer la date à laquelle débute le calcul de l'intérêt payable sur un remboursement de droits payés suite à un avis de cotisation.*

*Art. 25. Cet article est de droit nouveau.*



cotisée à l'égard de ce montant, lui rembourser le montant ainsi payé ou la partie qu'elle n'était pas tenue de payer si elle en fait la demande par écrit, transmise au sous-ministre par poste recommandée ou certifiée, dans les 4 ans à compter de la date du paiement.

«**21.1** Le refus du ministre de rembourser le montant réclamé en vertu de l'article 21 ou le fait de ne pas donner suite à une demande de remboursement dans les 180 jours qui suivent la date de la mise à la poste de cette demande, équivaut à une décision confirmant un avis de cotisation en vertu de l'article 1059 de la Loi sur les impôts et les articles 1066 à 1079 de cette loi s'appliquent, en les adaptant, à cette décision. ».

**23.** L'article 28 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**28.** Malgré toute disposition inconciliable, toute créance de la Couronne, incluant les intérêts et les pénalités, exigible en vertu d'une loi fiscale porte intérêt au taux de 19% l'an. Toutefois, le ministre peut déterminer un nouveau taux d'intérêt applicable à ces créances.

Un nouveau taux d'intérêt déterminé par le ministre doit être publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date qui y est indiquée; à compter de cette date, il remplace celui qui était auparavant en vigueur.

«**28.1** Lorsqu'une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi prévoit le paiement d'un intérêt, celui-ci se capitalise quotidiennement. ».

**24.** L'article 30 de cette loi, modifié par l'article 22 du chapitre 12 et l'article 17 du chapitre 24 des lois de 1981, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, à la fin du paragraphe *b* du premier alinéa, du point par ce qui suit: «; et »; et

2° par l'addition, à la fin du premier alinéa, du paragraphe suivant:

«c) dans le cas d'un remboursement de droits payés suite à un avis de cotisation, le jour où ces droits ont été payés. ».

**25.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 33, du suivant:

«**33.1** Malgré toute disposition inconciliable mais sous réserve de la Loi sur la prescription des paiements à la Couronne (L.R.Q., chapitre P-18), des lois fiscales et des règlements adoptés en vertu de ces lois, un droit d'action en répétition de droits, d'intérêts ou de

*Art. 26. La modification proposée prévoit que lorsqu'une personne demande des copies de documents saisis, celles-ci lui sont fournies à ses propres frais.*

*Art. 27. Cet article est de droit nouveau.*

*Art. 28. La modification proposée vise à supprimer une ambiguïté de la loi et, de ce fait, à permettre qu'une action pénale puisse être prise contre quiconque commet une infraction prévue par l'article 62 de la Loi sur le ministère du Revenu.*

pénalités payés au gouvernement se prescrit par 4 ans à compter de la date du paiement.».

**26.** L'article 40 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

«3. Le ministre doit, sur demande, permettre l'examen de tout document, livre, registre, papier ou autre objet saisi, par leur propriétaire ou la personne qui les détenait lors de la saisie ou en fournir copies à leurs frais.

Ces frais ne peuvent toutefois excéder le coût de la reproduction et de la transmission de ces documents.»

**27.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 68, de l'article suivant:

«**68.1** En plus des recours spécialement prévus pour toute violation d'une loi fiscale, le sous-ministre peut demander à un juge de la Cour supérieure de prononcer contre toute personne qui tient un établissement ou un lieu d'amusements ou exerce une activité, à l'égard desquels un certificat d'enregistrement, une licence ou un permis est exigé, sans être titulaire d'un tel certificat, d'une telle licence ou d'un tel permis encore valide, une injonction ordonnant la fermeture de cet établissement ou de tout établissement dans lequel cette personne exerce une telle activité, tant qu'un certificat d'enregistrement, une licence ou un permis ne lui aura pas été délivré et que tous les frais n'auront pas été payés.

Le juge devant qui la demande d'injonction est présentée peut rendre toute autre ordonnance qu'il juge nécessaire pour l'application de l'ordonnance d'injonction.

La preuve que la personne contre qui une injonction est demandée tient un établissement ou un lieu d'amusements ou exerce une activité, à l'égard desquels un certificat d'enregistrement, une licence ou un permis est exigé, sans être titulaire d'un tel certificat, d'une telle licence ou d'un tel permis encore valide, constitue une preuve suffisante pour que l'injonction soit prononcée.

Les dispositions du Code de procédure civile relatives à l'injonction ne s'appliquent pas à une demande d'injonction prévue par le présent article.».

**28.** L'article 78 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Toutefois, si le contrevenant a commis une infraction prévue par l'article 62, une poursuite pénale peut être prise contre lui plus de 5 ans après la commission de l'infraction, pourvu qu'elle soit intentée moins d'un an après la date où une preuve suffisante pour justifier une poursuite relative à l'infraction est venue à la connais-

*Art. 29. La modification proposée est de concordance avec celle que prévoit l'article 20 du présent projet de loi.*

*Art. 30. La modification proposée est de concordance avec celle que prévoit l'article 27 du présent projet de loi.*

*Art. 31. La modification proposée ajoute les définitions de «loi fiscale» et «ministre» aux fins de l'application de l'article 5 de la loi.*

*Art. 32. La modification proposée est de concordance avec celle que prévoit l'article 7 du présent projet de loi.*

sance du ministre ou du sous-ministre; le certificat du ministre ou du sous-ministre quant au jour où cette preuve est venue à sa connaissance est une preuve concluante.».

**29.** L'article 86 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**86.** Tout document établi en vertu d'une loi fiscale et portant le nom écrit du ministre, du sous-ministre ou d'un fonctionnaire autorisé par règlement est réputé être un document signé, fait et émis par le ministre, le sous-ministre ou le fonctionnaire à moins qu'il n'ait été infirmé par le ministre ou par une personne agissant pour lui.

Il en va de même à l'égard d'un avis de cotisation ou d'un avis attestant qu'aucun droit n'est payable, s'il porte la mention du titre d'office du sous-ministre.».

**30.** L'article 49 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1) est abrogé.

**31.** L'article 1 de la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre T-3) est remplacé par le suivant:

«**1.** Dans la présente loi et les règlements, on entend par:

**1.** «établissement»:

*a)* tout établissement spécialement aménagé pour que, moyennant paiement, on y trouve habituellement à loger ou à manger, à l'exclusion d'un établissement où, moyennant paiement à la semaine ou au mois, on trouve habituellement à loger ou à loger et à manger et d'une institution d'éducation, de charité, d'hospitalisation ou de refuge ou une autre institution similaire;

*b)* un local où des boissons alcooliques sont vendues pour consommation sur place;

*c)* un autocar, un convoi de chemin de fer ou un navire, au Québec, dans lequel des repas ou des boissons alcooliques sont servis;

*d)* une entreprise qui vend, livre ou sert des repas pour consommation à l'extérieur; ou

*e)* une taverne au sens de l'article 27 de la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1);

**2.** «loi fiscale»: toute loi fiscale au sens du paragraphe *a* de l'article 1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31); et

**3.** «ministre»: le ministre du Revenu.».

**32. 1.** L'article 2 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 6, du paragraphe suivant:

Art. 33. *La modification proposée prévoit que toute personne qui désire obtenir un certificat d'enregistrement prévu par la loi peut, dans certaines circonstances, être requise de fournir un cautionnement dont le montant, qui ne peut excéder 10 000 \$ est fixé par le ministre.*

«6.1 Cette taxe n'est pas imposée sur le prix du sirop, du sucre ou de la tire d'érable vendus dans un établissement pour consommation à l'extérieur;».

2. Le présent article a effet depuis le 1<sup>er</sup> mars 1982.

**33.** L'article 5 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. La demande pour l'obtention d'un certificat d'enregistrement doit être faite en la manière que le ministre détermine et contenir les renseignements qu'il exige.»;

2° par le remplacement du paragraphe c du premier alinéa du paragraphe 7 par le suivant:

«c) est redevable de droits, au sens de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31).»; et

3° par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 7 par le suivant:

«Lors de la délivrance d'un certificat, le montant du cautionnement ne peut excéder 10 000 \$.».

**34.** L'article 9 de cette loi est abrogé.

**35.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (*insérer ici la référence au chapitre de la Loi sur le Canada dans le recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982*).

**36.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception de l'article 23 qui entrera en vigueur à une date ultérieure fixée par proclamation du gouvernement.

*Art. 34. La modification proposée est de concordance avec celle que prévoit l'article 27 du présent projet de loi.*